

Table des matières

ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT	1
LES DEBATS POLITIQUES AUTOUR DE LA TARIFICATION CO2	1
L’OBJECTIF DE NEUTRALITE CARBONE DES GRANDS GROUPES ALLEMANDS	2
LE DISCOURS DE SVENJA SCHULZE SUR LA NOUVELLE STRATEGIE NUMERIQUE EN MATIERE D’ENVIRONNEMENT	2
LES INQUIETUDES DES DEPUTES DE LA CDU DES REGIONS DE L’EST	2
NUCLEAIRE : LANCEMENT D’UNE CONSULTATION PUBLIQUE POUR LE STOCKAGE DES DECHETS NUCLEAIRES	2
LES CHANTIERS DE L’ATLANTIQUE ASSOCIES A LA CONSTRUCTION DU PLUS GRAND PARC D’EOLIENNES OFFSHORE EN MER BALTIQUE	2
ESSOUFFLEMENT DU DEVELOPPEMENT DE L’ENERGIE EOLIENNE AU 1ER TRIMESTRE 2019	3
L’ALLEMAGNE AMBITIONNE CETTE ANNEE DE DEVELOPPER SON PROGRAMME D’EMISSION D’OBLIGATIONS FINANÇANT DES PROJETS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	3
TRANSPORT	3
PORSCHE CONDAMNE DANS LE CADRE DU SCANDALE DES MOTEURS DIESEL TRUQUES	3
FLIXBUS ACHETE EUROLINES	3
CHANGEMENT DE CAP DU MINISTRE CONCERNANT LES TROTTINETTES ELECTRIQUES	3
LOGEMENT	4
LA MINISTRE FEDERALE DE LA JUSTICE VEUT RENFORCER L’ENCADREMENT DES LOYERS	4
LA PENURIE DE LOGEMENT SOCIAL EN ALLEMAGNE	4
LA BAISSSE INATTENDUE DES LOYERS	4
ENTREPRISES - INTERNATIONAL	4
BAYER-MONSANTO SOUS PRESSION	4
TOURISME	4
STRATEGIE GOUVERNEMENTALE	4

ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT

Les débats politiques autour de la tarification CO2

Dans un contexte global où l’Allemagne entend respecter ses engagements climatiques (faute de les atteindre en 2020), la ministre de l’environnement Svenja Schulze (SPD) a présenté ses orientations fin avril en matière de tarification

carbone à la presse. Depuis lors, les débats autour de la tarification carbone sont très vifs : si les membres du SPD sont très favorables à ce projet, les Verts estiment qu'il n'est pas suffisant pour respecter l'objectif de sortie de l'Allemagne du charbon. La CDU semble divisée sur la question. En effet, Annegret Kramp-Karrenbauer, présidente de la CDU écarte pour le moment toute tentative de taxe en la matière. Elle est critiquée à l'intérieur de son mouvement. Pour les libéraux du FDP, une augmentation des taxes ne serait pas une bonne solution pour les entreprises allemandes. Ils préconisent un élargissement du marché ETS aux autres secteurs non couverts jusqu'à présent.

L'objectif de neutralité carbone des grands groupes allemands

Plusieurs annonces ont été faites ces derniers jours autour de la neutralité carbone. Daimler et HeidelbergCement ont pris des engagements ambitieux pour réduire les gaz à effet de serre. Le nouveau PDG de Daimler, Ola Källenius, a annoncé que l'ensemble du portefeuille de voitures particulières devrait devenir climatiquement neutre d'ici 2039. Les usines automobiles allemandes et européennes doivent fonctionner de manière climatiquement neutre d'ici 2022. Pour HeidelbergCement, d'ici 2050, la production de l'entreprise devrait être totalement neutre en CO₂. Volkswagen a annoncé que l'entreprise se concentrerait entièrement sur l'électromobilité et viserait un bilan totalement neutre en CO₂ d'ici 2050, avec ses usines, bureaux et voitures. Thyssen Krupp veut que sa production d'acier soit climatiquement neutre d'ici 2050, a-t-il déclaré en janvier. Bosch a récemment annoncé l'objectif le plus ambitieux à ce jour : L'entreprise veut être climatiquement neutre d'ici 2020. L'entreprise achètera plus d'électricité verte à court terme et compensera les inévitables émissions de CO₂ par des mesures de compensation telles que le reboisement au Panama, l'énergie éolienne aux Philippines et la protection des forêts en Afrique.

Le discours de Svenja Schulze sur la nouvelle stratégie numérique en matière d'environnement

Dans son discours à la conférence [re:publica 2019](#), la ministre fédérale de l'Environnement Svenja Schulze (SPD) a présenté le 7 mai 2019 les premiers points clés d'un « agenda numérique de politique environnementale » visant à exploiter le potentiel de la numérisation pour une utilisation durable des ressources et pour la protection du climat. Selon la presse, la ministre SPD appelle à un « renversement de tendance dans la numérisation » qui réunirait "prospérité, justice et protection de l'environnement". « La protection de l'environnement doit être implantée dans chaque algorithme », a déclaré Svenja Schulze.

Les inquiétudes des députés de la CDU des régions de l'Est

Les membres est-allemands de la CDU du Bundestag sont préoccupés par l'avenir des régions charbonnières. Les députés sont inquiets de la mise en œuvre des recommandations de la Commission Charbon en faveur de la reconversion des territoires producteurs de charbon. Une lettre a été transmise à la Chancellerie émanant des groupes régionaux CDU des cinq Etats d'Allemagne de l'est. Ils estiment que l'échéance des changements structurels dont doivent faire l'objet les régions charbonnières est bien trop courte. De plus, selon ces députés, une aide à la reconversion doit être mise en place d'un montant de 14 Mds d'euros pour les zones minières et de 0.7 Md pour les sites des centrales.

Nucléaire : lancement d'une consultation publique pour le stockage des déchets nucléaires

A l'instar de la France qui a lancé une grande consultation sur le stockage des déchets nucléaires, la loi allemande de 2017 qui prévoit l'identification d'un site de stockage définitif des déchets radioactifs d'ici 2031, prévoit également une consultation nationale pour permettre d'associer la population à ce choix. Celle-ci a débuté ce mois-ci à Kiel, dans le Land de Schleswig-Holstein, et ses résultats devront être pris en compte par les parlementaires. Néanmoins, le processus s'annonce compliqué car aucun Land n'est actuellement volontaire pour accueillir les déchets radioactifs malgré les aides publiques promises.

Les Chantiers de l'Atlantique associés à la construction du plus grand parc d'éoliennes offshore en mer Baltique

Inauguré le 16 avril au large des côtes allemandes en présence de la chancellerie Angela Merkel et du ministère norvégien de l'énergie, Arkona est le plus grand parc éolien offshore implanté en mer Baltique. Le parc d'Arkona, objet d'un investissement total de 1,2 Mds euros, a été développé par E.ON en collaboration avec le groupe norvégien Equinor. Il

est connecté au réseau électrique par l'opérateur allemand 50hertz. Pour ce projet, les Chantiers de l'Atlantique ont conçu, construit, installé et mis en service la plus grosse sous-station électrique d'une masse de plus de 4 000 tonnes et d'une puissance de 385 MW. Cette sous-station permet de transférer l'électricité produite par les éoliennes vers près de 400 000 foyers en Allemagne.

Essoufflement du développement de l'énergie éolienne au 1er trimestre 2019

D'après les données de l'Agence pour l'énergie éolienne terrestre, l'expansion de l'énergie éolienne en Allemagne a chuté de 87 % au premier trimestre de 2019. L'effondrement des constructions d'éoliennes neuves ces derniers mois n'est pas un phénomène ponctuel, il semble confirmer une tendance à la baisse depuis un an et qui s'intensifie de mois en mois. L'Agence pointe la responsabilité de la révision du système de subventions et à l'introduction en 2017 des appels d'offres.

L'Allemagne ambitionne cette année de développer son programme d'émission d'obligations finançant des projets énergétiques et environnementaux

Le bras armé financier du gouvernement allemand, la KfW ambitionne d'émettre cette année pour la première fois des titres destinés à refinancer des crédits bon marché pour la construction de bâtiments à faible consommation d'énergie. Ces financements s'ajouteraient aux émissions existantes destinés à couvrir le financement de projets dans les énergies renouvelables. La KfW émet près de 75 Mds euros par an sur le marché pour refinancer ses programmes, dont 40% sont liés à l'environnement et à l'énergie.

TRANSPORT

Porsche condamné dans le cadre du scandale des moteurs diesel truqués

Le parquet de Stuttgart a infligé une amende de 535 M€ à Porsche, filiale de Volkswagen, dans le cadre du scandale des moteurs diesel truqués. L'entreprise a annoncé qu'elle ne ferait pas appel de cette décision. Cette somme s'ajoute aux 1,8 Md€ d'amendes infligées aux marques Volkswagen et Audi après des « *procédures contraventionnelles* » similaires. Ceci constitue la seule base juridique possible pour poursuivre pénalement une entreprise en Allemagne. Après cette amende, plus aucune procédure de type *contraventionnelle* ne vise le groupe Volkswagen ou ses marques. Toutefois cette amende n'a pas d'impact sur les poursuites individuelles ou les requêtes de clients. Plusieurs parquets allemands ont ainsi ouvert des enquêtes pour fraude, manipulation de cours de Bourse ou publicité mensongère. Pour rappel, le scandale a déjà coûté 30 Mds€ au groupe depuis que le constructeur a admis avoir équipé 11 millions de ses voitures diesel d'un logiciel capable de fausser le résultat des tests antipollution.

Flixbus achète Eurolines

Après deux mois de négociations, Flixbus, le plus grand opérateur de bus longue distance allemand, a annoncé le rachat des sociétés d'autocars Eurolines et Isilines à l'opérateur de transports français Transdev. Les parties ont convenu de ne pas divulguer le prix d'achat. Avec cette reprise, Flixbus élargit son offre sur des marchés clés. La société Flixbus détenait, avant ce rachat, déjà plus de 50 % de parts de marché et a transporté, en 2018, 45 millions de personnes dans 29 pays, dont 7,3 millions en France – un chiffre en augmentation de 40 % par rapport à 2017. La société mère de Flixbus, Flixmobility, refuse pour l'instant toute entrée en bourse. Elle entend poursuivre sa stratégie d'expansion dans un contexte très compétitif. Blablacar a, en effet, annoncé le 1er mars le lancement de ses premières lignes Blablabus en Allemagne et au Benelux, avec pour objectif ambitieux de rejoindre une soixantaine de villes d'ici un an.

Changement de cap du Ministre concernant les trottinettes électriques

Depuis la présentation par le Ministre fédéral des transports Andreas Scheuer (CSU) en février d'un premier projet de règlement visant à garantir l'immatriculation des véhicules électriques légers sur les routes allemandes, la résistance n'a cessé de croître. Le projet prévoyait d'autoriser les engins bridés à 12 km/h à circuler sur les trottoirs, quand ceux bridés à 20 km/h resteraient cantonnés aux pistes cyclables. Une fronde, initiée par les Länder et nourrie par une crainte de sécurité des piétons, a finalement eu raison du projet : les trottinettes ne devraient pas être autorisées à rouler sur les trottoirs. Le Ministre Scheuer y a renoncé. Cela fait écho à la décision du conseil de Paris, début avril, d'interdire aux

trottinettes la circulation sur les trottoirs. Le président de la fédération des véhicules électriques légers s'est lui aussi félicité du changement de position de M. Scheuer indiquant qu'il valait mieux s'attacher à rendre les routes plus accessibles que de créer des risques inutiles d'accident sur les trottoirs.

Logement

La ministre fédérale de la justice veut renforcer l'encadrement des loyers

Katarina Barley a annoncé dans une entrevue accordée au magazine Panorama de l'ARD qu'elle avait l'intention de resserrer à nouveau le frein au loyer. Dans un avenir proche, son ministère présentera un projet de loi à cet effet. Jusqu'à présent, les propriétaires qui violent l'encadrement au loyer n'ont dû baisser leur loyer qu'à partir du moment où ils ont été démasqués. Les locataires ne peuvent pas réclamer un loyer qui a été trop payé rétroactivement. La ministre de la Justice veut changer cela. Elle prévoit également de prolonger de cinq ans l'actuel encadrement des loyers, le faisant passer ainsi à 2025.

La pénurie de logement social en Allemagne

De plus en plus d'appartements nouvellement construits ne conviennent pas aux revenus des personnes issues des classes moyennes dans les grandes villes. Dans le cas du logement social, l'écart de demande est énorme : selon l'Association pour la construction de logements sociaux, 80 000 logements sociaux devraient être construits chaque année. En réalité, il n'y en a que 26 000. Dans le même temps, des dizaines de milliers disparaissent du marché chaque année du fait de l'expiration de la période de prix. L'Association du logement a demandé au gouvernement de faire davantage pour lutter contre la hausse des loyers et la raréfaction des logements abordables. Le syndicat IG Bau a exigé au moins six Mds€ par an pour la construction de logements sociaux. Lors de la journée de la construction de logements de l'alliance de la fédération à Berlin, le secrétaire d'Etat à la construction Marco Wanderwitz a évoqué le soutien accru du gouvernement fédéral et a sévèrement reproché le manque de volonté des Länders.

La baisse inattendue des loyers

Les loyers baissent pour la première fois depuis 2005 : étonnamment, le marché immobilier a montré des signes de légère détente. Selon les résultats de l'institut de recherche F+B, les loyers des nouveaux contrats ont baissé de 0,3 % au premier trimestre 2019 par rapport au trimestre précédent. Les loyers ont baissé non seulement en moyenne en Allemagne, mais aussi, dans une certaine mesure, dans les grandes villes, qui avaient enregistré les plus fortes hausses de loyers ces dernières années. A Munich, où le marché locatif est le plus cher d'Allemagne, des signes de détente se sont également manifestés. Il n'est pas certain qu'il y ait des signes d'un renversement de tendance de long terme dans les loyers après une décennie et demi de croissance ininterrompue.

ENTREPRISES - INTERNATIONAL

Bayer-Monsanto sous pression

Lundi 13 mai, un jury californien a condamné Bayer à verser 2 Mds€ (principalement sous forme de dommages et intérêts) à un couple américain atteint d'un cancer, en raison de la toxicité du Roundup (racheté à Monsanto). Bayer compte faire appel et espère faire baisser les dommages et intérêts (comme dans un précédent), mais l'accumulation de procès aux Etats-Unis fait peser de grands doutes sur les risques financiers qui pèsent sur Bayer depuis l'acquisition de Monsanto. Bayer a perdu 45% de sa valeur depuis le rachat de Monsanto en 2018, et ce qui a provoqué un vote de défiance vis-à-vis de la direction, extrêmement rare au sein des entreprises du DAX30. Bayer a également été épinglé pour maintenir des listes, possiblement de façon illégale, de journalistes et de politiques critiques de Monsanto en France.

TOURISME

Stratégie gouvernementale

L'accord de coalition prévoyait l'élaboration d'une stratégie touristique nationale en collaboration avec les Länder. La responsabilité du développement et de la promotion du tourisme incombe en premier lieu aux Länder. Le gouvernement

fédéral est responsable des relations extérieures et de l'environnement réglementaire du tourisme et de l'industrie touristique. Le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, chef de file au niveau fédéral, vient de publier ses lignes directrices pour l'élaboration de cette stratégie touristique nationale ([Eckpunkte der Bundesregierung – Orientierungsrahmen für eine nationale Tourismusstrategie, 30/04/2019](#)). L'Allemagne entend se positionner sur le marché mondial du tourisme, en augmentation de +6% selon l'organisation mondiale du tourisme OMT, mais sans négliger les défis garants du développement durable. Les trois piliers de la stratégie sont : faire progresser la valeur ajoutée du pays, améliorer encore et de façon durable la qualité de vie des citoyens vivant en Allemagne, contribuer à la stabilité internationale, tout en faisant la promotion d'une image positive de l'Allemagne à l'étranger et en diminuant les obstacles bureaucratiques, eu égard aux nombreuses TPE et PME. La compétitivité pourrait être en partie assurée par des conditions fiscales les plus décentes possibles (« fair »). La centrale allemande du tourisme (DZT), et en particulier son département publicitaire, est soutenue financièrement par le Bund qui considère avoir un rôle d'acteur public à jouer avec la progression du « tourisme 4.0 ». Pour mémoire, en 2015, l'ensemble des touristes (voyages privés et professionnels) ont dépensé 287 Mds€ lors de leurs séjours en Allemagne. Le secteur emploie trois millions de personnes (6,8% des actifs) et participe à hauteur de 3,9% à la VAB de l'Allemagne. Les recettes indirectes (achats agroalimentaires, réparateurs, artisans, ...) représentent 76 Mds€, soit l'équivalent de 1,25 million d'emplois. Les touristes consommeraient l'équivalent de 40 Mds€ par an en Allemagne.